

sommet pourrait enfin lui donner, à travers une mission élargie, le nouveau souffle dont elle a besoin.

Le Québec suggérera donc qu'on double les crédits « de l'Agence et des autres institutions francophones », d'ici trois ans. L'ACCT a actuellement un budget de quelque \$34 millions CAN, auquel le Québec contribue \$1.1 million.

S'il ne souhaite pas la création d'une nouvelle structure, le gouvernement de M. Bourassa, nous a-t-on confié, espère toutefois la création d'un « secrétariat léger », dont la seule mission sera de préparer le prochain sommet.

Le premier ministre du Québec a déjà fait savoir qu'il entendait, à la séance de clôture, inviter les participants à le tenir à Québec même. Les sommets de la francophonie, si celui de Paris est un succès, devraient normalement avoir lieu tous les deux ans. Mais la date prévue pour le prochain, du moins celle dont la rumeur circule actuellement entre le Québec et la France, vise l'automne 1987, c'est-à-dire quelques mois avant les élections présidentielles françaises. La candidature du Québec, dans ces conditions agréables au président François Mitterrand, serait soutenue par la mère-patrie.

Jusqu'à hier encore, il restait une seule ombre dans la montée vers l'apothéose que sera le discours public de M. Bourassa à la séance de clôture, et le rendez-vous qu'il donnera à la francophonie internationale. Le futur sommet aurait-il lieu « à Québec » ou « au Québec » comme le souhaitait Ottawa, qui favorisait plutôt la ville de Montréal? La moindre nouvelle chicane Québec-Ottawa mettrait en danger le consensus déjà assez large autour de cette invitation, ont fait savoir certains pays. Le premier ministre canadien, M. Mulroney, a cédé et annoncé hier, à Montréal, que « le gouvernement du Canada a décidé d'inviter les autres pays francophones à tenir le prochain sommet francophone dans la ville de Québec ».